Revue de presse

Octobre – Novembre - Décembre

Le Monde

LA VOIX DU NORD

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

Le café pédagogique
Toute l'actualité pédagogique sur Internet

Nord éclair

Les « années collège »

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
Dimanche 19 décembre 2010

Sénat / Les adolescents dans les quartiers sensibles

Les «années collège» de Fabienne Keller

Fabienne Keller, sénatrice UMP du Bas-Rhin, mène une enquête sur les adolescents des banlieues sensibles pour la direction de la prospective du Sénat.

PARIS.- BUREAU DNA

■ Depuis plusieurs mois, Fabienne Keller écume les collèges des quartiers sensibles pour nourrir un rapport qu'elle prépare pour la direction de la prospective du Sénat. Créée il y a un an, cette instance vise à *«élargir l'horizon»* des sénateurs en nourrissant leur réflexion sur de grands sujets de société.

Fabienne Keller s'est emparée de la question des jeunes âgés de 10 à 16 ans vivant dans les zones de rénovation urbaine. Au-delà du bâti et de l'aménagement de l'espace public, l'élue s'intéresse à l'accompagnement des populations. Dans cette optique, elle a centré son étude sur le collège, lieu-clé de la vie des adolescents.

Quatre villes auscultées

Fabienne Keller a conçu son enquête en deux temps: analyse du global et observation du local. Elle a auditionné des sociologues - Éric Maurin, François Dubet, Michèle Tribalat - et associé à sa réflexion des responsables de l'action publique (ministère de l'éducation nationale, direction interministérielle à la ville (DIV), Observatoire des zones sensibles (ONZUS) à travers la constitution d'un comité de pilotage. Elle a également identifié quatre territoires pour faire des visites de terrain *«au plus près du vécu des populations»*: Marseille, Roubaix, Clichy-Montfermeil et Montbéliard.

Selon Fabienne Keller, la ségrégation est de plus en plus marquée dans les banlieues difficiles. (Photo archives DNA)

De ses travaux, elle tire la conclusion que la ségrégation est de plus en plus marquée dans les banlieues difficiles, créant des phénomènes de ghettos. *«Les difficultés se rassemblent, se retrouvent et la fragilité s'accroît»*, observe la sénatrice UMP du Bas-Rhin. Un constat partagé par un rapport de l'ONZUS révélé cette semaine par *Le Monde* qui pointe que le chômage s'est aggravé dans les zones sensibles, où il atteint 18,6% contre 9,6% en moyenne dans les zones urbaines et touche fortement les jeunes: 43% des jeunes hommes et 37% des jeunes femmes sont au chômage en ZUS. A cela s'ajoutent les fragilités éducatives et les problèmes sécuritaires.

Décrochage progressif de la jeunesse

«Si on ne fait rien, on aura un décrochage progressif de la jeunesse», alerte Fabienne Keller qui appelle à *«poursuivre et amplifier les programmes de rénovation urbaine.»* Un point de vue en décalage avec celui du nouveau ministre de la Ville, le centriste Maurice Leroy, qui défend une politique de la ville modeste et rejette l'idée de plan Marshall pour les banlieues. L'ancienne maire de Strasbourg demande par ailleurs que l'accent soit mis sur l'emploi et le retour des commerces dans les zones difficiles. Elle plaide enfin pour un traitement du problème de la sécurité afin d'éviter l'effet de stigmatisation des quartiers sensibles.

La tâche est d'ampleur. *«La mixité est extrêmement difficile à construire. Son absence est la résultante d'abandons cumulés»*, explique la sénatrice qui plaide pour une politique transversale pour les quartiers sous l'autorité d'un coordinateur local unique - maire ou préfet à l'égalité des chances.

Après le temps du constat viendra celui de la prospective. Fabienne Keller travaille, à partir d'une série d'indicateurs mis en relation, à donner une vision de l'avenir de ces quartiers à l'horizon de dix à quinze ans en fonction de l'évolution de différents paramètres (logement, emploi, éducation ...). Elle présentera ses cinq scénarios d'un futur possible fin janvier, lors d'un colloque au Sénat.

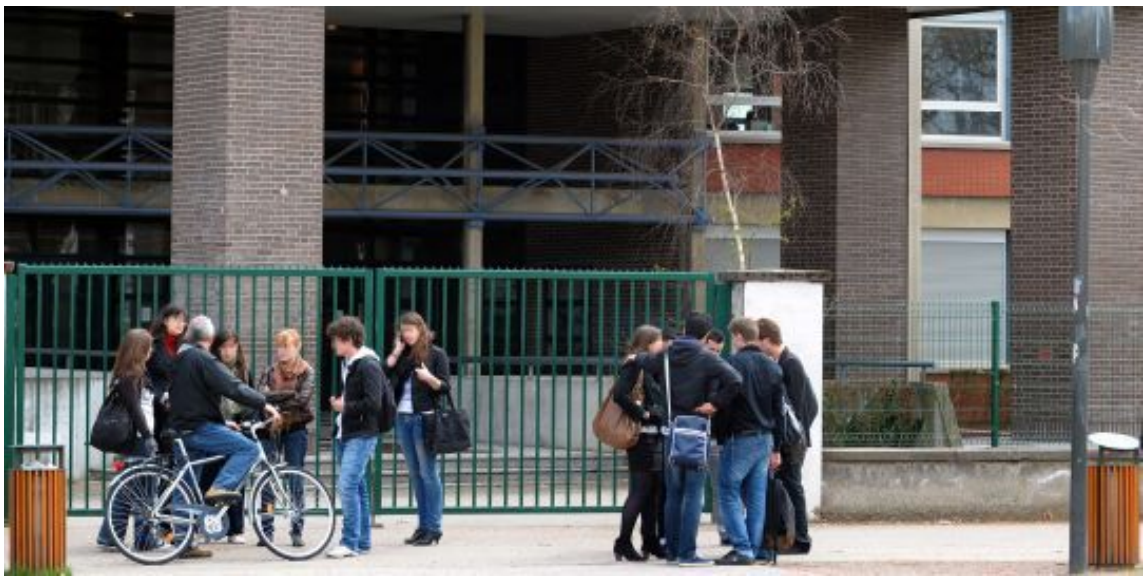
Élodie Bécu

Le Monde

16 décembre 2010

Fabienne Keller, sénatrice UMP :

"On ressent une aspiration à progresser" dans les collèges sensibles



La délégation à la prospective du Sénat a chargé, en juin, Fabienne Keller, sénatrice (UMP) du Bas-Rhin et ancienne maire de Strasbourg, d'une mission sur "les années collège" dans les territoires urbains sensibles. Cette mission se traduira par un colloque fin janvier 2011 et la publication d'un rapport en février.

Depuis juin, vous multipliez les visites de terrain dans les collèges. Comment organisez-vous ce travail d'enquête ?

FK : nous multiplions les auditions, aussi bien auprès des ministères compétents qu'auprès de sociologues qui ont analysé la politique éducative ou la politique de la ville. Et nous allons systématiquement à la rencontre des acteurs de terrain sur quatre sites que nous avons retenus parce qu'ils avaient fait l'objet de travaux antérieurs, ce qui nous permet d'en bénéficier et de les approfondir. Il s'agit des quartiers Nord de Marseille (Bouches-du-Rhône), des quartiers Est de Roubaix (Nord), de Montbéliard (Doubs) et Clichy-Montfermeil (Seine-Saint-Denis).
Nous rencontrons les parents d'élèves, les collégiens et les anciens collégiens, les enseignants l'ensemble des acteurs publics et associatifs et nous rendons compte de tout cela sur notre blog "années collège". »

Souvent, les politiques jugent le niveau collège ravagé par la tension et les incivilités. Est-ce votre perception ?

« Maintenir l'attention des élèves, conduire une classe est évidemment plus difficile dans ces collèges des zones sensibles, mais il s'y passe des choses formidables. Nous y avons rencontré des enseignants passionnés, des équipes pédagogiques très mobilisées, qui mettent en place des projets – ateliers, classes à thèmes, activités sportives, théâtrales... Comme de nombreux témoignages nous l'ont montré, c'est ainsi que les jeunes s'ouvrent à l'acquisition des connaissances.
Cette dimension pédagogique est portée, dans les établissements que nous avons visités, par les équipes d'enseignants et l'ensemble des personnels adultes. »

Le "collège unique", faisant passer toute une classe d'âge par la même structure, a toujours très mauvaise presse à droite. Vous inscrivez-vous dans ce procès ?

Je voudrais plutôt me démarquer de ce débat trop idéologique ! J'apprécie le concept de socle commun des connaissances et des compétences, que chaque jeune Français doit maîtriser. Les méthodes d'acquisition, quant à elles, doivent être adaptées aux jeunes accueillis dans ces établissements. Une chose est sûre : dans ces quartiers sensibles, on ressent tout particulièrement, parmi les collégiens, une énergie et une aspiration à progresser. Canaliser, positiver cette énergie, c'est vraiment l'enjeu stratégique, aussi bien au niveau de l'établissement scolaire que dans l'application de la politique de la ville.

Donner aux chefs d'établissement le pouvoir de recruter "leur" personnel, est-ce la bonne solution ?

Si vous faites référence au programme "CLAIR" du ministère de l'éducation, qui s'applique à 105 établissements, la marge de manœuvre donnée dans ce cadre aux chefs d'établissement est destinée à être évaluée.

D'autre part, la gestion du personnel reste sous le contrôle de l'administration de l'éducation nationale. Et ce dispositif comporte d'autres dimensions tout à fait intéressantes, notamment la possibilité d'adapter la pédagogie, d'organiser des travaux et des projets interdisciplinaires.

Enfin, malgré une appellation maladroite la mise en place de "préfets des études" renforce l'accompagnement pédagogique et éducatif des jeunes.

Propos recueillis par Luc Cédelle

LA VOIX DU NORD
Mardi 23 novembre 2010

AUJOURD'HUI

Vivre ensemble ▸ Les étudiants de l'EDHEC sont les bienvenus à Croix, à condition de respecter les riverains. Ainsi, l'EDHEC et la ville de Croix signeront à 11 h, une charte de « bien vivre ensemble ». ■

BONJOUR ▸ Changer de terrain

L'image du sénateur (pas très jeune, assoupi sur son siège du Palais du Luxembourg...) en prend un sacré coup. Hier, Fabienne Keller était aux Trois-Ponts : tailleur bien porté, iPhone greffé à la main, langage « cash », et la volonté d'aller voir comment cela se passe « sur le terrain ». Tous les parlementaires ne peuvent pas en dire autant. Surtout que ce n'est pas vraiment une visite « petits fours » que la sénatrice du Bas-Rhin a faite dans nos quartiers roubaisiens : café en gobelets plastique, centre social pas tout jeune, le tout sous l'œil inquiétant d'une tour des Trois-Ponts. Quels territoires « difficiles » René Vandierendonck ira-t-il voir pour oublier Roubaix quand il sera sénateur ? ■ M. G.

PENSEZ-Y

Gel ▸ On annonce une vague de froid, voire un épisode neigeux dans les prochains jours. Si on peut se permettre ce petit conseil : évitez de mettre de l'eau chaude sur votre pare-brise gelé. ■

LE VISAGE DE L'ACTUALITÉ

Les ados en « zone urbaine sensible » : une sénatrice en visite, hier, aux Trois-Ponts

Hier, 12 h 59. Sur le blog de Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin, une photo et les mots qui suivent. « Visite de terrain dans le quartier des Trois-Ponts à Roubaix. Des acteurs de terrain proches des jeunes et bien coordonnés. Où l'on parle de donner confiance en soi, d'encourager la jeunesse à rêver, de donner du sens à l'école, de mobiliser les ressources des habitants. »

PAR MARC GROSCLAUDE
roubaix@lavoixdunord.fr

Fabienne Keller a engagé un dialogue direct et sans chichis avec ses interlocuteurs de terrain.

Une poignée de minutes avant, à la sortie du centre socialet d'une réunion avec ces « *acteurs de terrain* », la sénatrice engage le dialogue avec deux garçons du quartier. Ils sont un peu plus âgés que la population sur laquelle porte l'étude prospective qu'elle doit livrer au Sénat en janvier. Peu importe ; elle s'intéresse, invite à poser pour la photo. Le langage est direct, la franchise et la proximité surprenantes. Face à elle, on ne s'embarrasse pas de propos convenus. Car pendant plus de deux heures, ce sont ceux qui, au quotidien, s'occupent de cette population jeune, qui parlent de la façon dont se vit l'adolescence dans un quartier estampillé « zone urbaine sensible ». Ils sont éducateurs, personnels du centre social, employés du conseil général travaillant dans le secteur.

Pourquoi s'intéresser ainsi aux 10-15 ans ? « *Il faut collectivement faire mieux pour les accompagner avant qu'ils nous "échappent"* . » En clair, à 16 ans, le collège n'a plus de prise sur eux. L'éducation, il en a largement été question lors de cette réunion et au cours de la visite de Van-der-Meersch. « *90 % des élèves marchent bien, on a plus de 60 % de réussite au brevet et la moitié des élèves passe en 2e générale* », s'enorgueillit-on du côté éducatif. Mais il y a, chiffre moins flatteur, 25 % d'absentéisme. « *Ce n'est pas pour faire des bêtises mais pour garder les autres enfants car la mère doit aller chez le médecin. L'absence, ce n'est pas si grave chez les parents.* » Or, élément que mettent

« Il faut collectivement faire mieux pour les accompagner avant qu'ils nous "échappent". »

en avant les travailleurs sociaux, « *souvent les parents ont été en échec au collège et on a beaucoup de mal à parler avec eux* ». Certains décrivent alors une « *démission totale* » et, finalement, le fait de s'en remettre à « *l'éducation de la rue* ». Car il y a des réalités que la sénatrice est bien loin de nier. L'une d'elles a été rappelée par l'un des intervenants. « *Il y a le marché parallèle ; le quotidien de jeunes, c'est "faire du fric" et la population de 12-15 ans est utilisée.* » Tout est une question de modèle à reproduire. Comme « *celui des jeunes qui tiennent les rues et tombent dans des comportements qui ne sont pas forcément de la grande délinquance. Mais, à 12 ans, on fait une connerie pour se faire respecter* », détaille Fabienne Keller.

Au terme de cette réunion, Fabienne Keller a demandé à chaque intervenant de citer un « *levier stratégique* » devant contribuer à mieux prendre en compte le parcours des adolescents. Souvent revenu dans la bouche des interlocuteurs de la sénatrice, le fait de donner à voir des expériences positives, les réussites du quartier. Mais comment faire « *quand celui qui est bac + 4 ou même ingénieur n'a pas de boulot* » ? C'est justement ce sur quoi il faut agir, en permettant à ces quartiers de s'ouvrir sur l'extérieur (travailler sur la mobilité des populations). Ouvrir le collège sur le quartier pour sortir de la stigmatisation, ne pas supprimer les financements des actions qui marchent, renforcer la continuité éducative, développer l'esprit républicain « *en ne présentant pas la loi comme quelque chose de rigide mais comme une règle de vie qui permet d'avancer* ».

En somme, comme l'ont exprimé beaucoup des interlocuteurs de la sénatrice, « *laisser une chance aux adolescents, leur faire confiance* ».

Après Clichy et Montfermeil, puis Marseille, Roubaix est la troisième étape de ce parcours destiné à mieux comprendre les enjeux d'avenir pour cette tranche d'âge. Le terrain, « *c'est là que se trouvent les idées et les leviers d'action qui sont de nature à influer sur les stratégies nationales destinées à donner de nouvelles chances à ces territoires* ». Fabienne Keller a promis que les échanges d'hier se retrouveraient, d'une manière ou d'une autre, dans son rapport. On vérifiera le 27 janvier. ■

▸ **Fabienne Keller se rendra jeudi à la Fosse-aux-Chênes. Pour poursuivre la réflexion autour de ce sujet : http://blogs.senat.fr/annees-college/**

Une photo souvenir avec des jeunes et des acteurs du quartier, que la sénatrice devait vite mettre sur son blog.

LA RUMEUR DE LA VILLE

Espaces verts à Hem, la CLCV voit rouge

La CLCV (consommation logement cadre de vie) d'Hem n'a pas été invitée à la réunion d'informations du 20 novembre organisée au sujet des aménagements des espaces verts Charcot et du triangle des saules. Elle a donc fait connaître son courroux envers le maire dans un courrier : « *C'est tout à fait par hasard que la CLCV a eu connaissance de cette réunion, nous avons l'impression d'avoir été oubliés. Pourtant lors de la réunion du 11 octobre, vous nous aviez assuré que nous serions invités. Le 4 octobre, nous vous avions adressé un courrier demandant que les habitants et la CLCV soient associés à l'aménagement de cet espace vert qui est le seul dans ce quartier qui s'est densifié et donc, qui les concerne en premier lieu. Ce que nous demandions est une large concertation avec les habitants, voire, la mise en place d'un groupe de travail avec des habitants volontaires et la CLCV. Ce que vous proposez aujourd'hui aux riverains des rues du professeur Nobel, et d'une partie de la rue des Ecoles, de la rue Beaujon et des immeubles le Laurier et le Merisier nous semble être une information sur un projet déjà préétabli.* » La CLCV réitère donc sa demande « *d'une concertation réelle, permettant la participation des habitants qui le souhaitent sur l'aménagement de cet espace, qui pourrait être un poumon vert pour le quartier.* »

Privés de Douillet

Le député UMP et ex-champion olympique de judo David Douillet était annoncé à Roubaix hier après-midi. Au programme, une réunion de travail avec les candidats UMP aux cantonales de 2011, puis une rencontre avec les étudiants de l'EDHEC. Frappé par un deuil familial, David Douillet a finalement été contraint d'annuler ces rendez-vous.

NORD ECLAIR
Mardi 23 novembre 2010

ROUBAIX

Nord Éclair
42, rue du Général Sarrail
59100 ROUBAIX
Tél. : 03.20.250.250
Fax : 03.20.25.62.97
E-mail : roubaix@nordeclair.fr

Bureaux ouverts
le lundi de 9 h à 13 h
et de 13 h 30 à 17 h 30,
du mardi au vendredi de 9 h
à 13 h et de 13 h 30 à 18 h,
le samedi de 9 h à 12 h 30.

SERVICE CLIENTS
0810.204.106 (numéro azur)
serviceclients@nordeclair.fr

AUJOURD'HUI

L'Edhec et la Ville de Croix s'engagent
Décidées à bien « vivre ensemble », la grande école de commerce et la commune signent une charte ce matin à l'hôtel de ville.

à lire demain dans Nord éclair

TROIS-PONTS

Une sénatrice prend le pouls des collégiens

Que seront devenus les collégiens des quartiers dits sensibles quand ils auront 30 ans ? C'est la drôle de question à laquelle doit répondre Fabienne Keller, sénatrice UMP du Bas-Rhin. Pour y parvenir, elle se rend sur le terrain. Hier, elle était aux Trois-Ponts.

YOUENN MARTIN > youenn.martin@nordeclair.fr

Les sénateurs qui piquent du nez au palais du Luxembourg ? Fabienne Keller est loin, très loin de cette image d'Épinal. Quand la sénatrice du Bas-Rhin se rend avenue de Verdun, dans l'est roubaisien, ça dépote. Le stagiaire qui la suit dans tous ses déplacements est prié de suivre le rythme : une photo avec des jeunes devant le centre social, une autre devant un chantier de démolition. « C'est pour le blog et mon Facebook », indique la sénatrice très branchée 2.0.

Ça tombe bien cet amour immodéré pour les nouvelles technologies, car la délégation sénatoriale à la prospective a chargé Fabienne Keller de s'intéresser aux jeunes en âge d'être au collège dans les quartiers dits sensibles. Sa mission ? Envisager les évolutions au cours des vingt prochaines années. Et, si possible, trouver des solutions pour que cet avenir soit plus rose que noir.

La sénatrice UMP Fabienne Keller rend compte de ses travaux sur un blog et sur Facebook. En illustrant de nombreuses photos prises sur le terrain.

Le dynamisme roubaisien

Comité de pilotage national, appui de sociologues, tables rondes... La sénatrice UMP n'échappe pas aux classiques du genre. Mais, dit-elle, « c'est sur le terrain qu'on trouve les leviers d'action pour inverser les tendances lourdes, c'est là qu'il y a les forces, l'énergie, les idées ». Après Marseille et avant Montbéliard et la région parisienne, voilà donc Fabienne Keller à Roubaix. Jeudi, elle se penchera sur les quartiers nord. Mais hier, elle s'intéressait aux quartiers est, et plus particulièrement aux Trois-Ponts, zone en plein renouvellement urbain. Au cours de sa journée, l'élue alsacienne s'est notamment fait expliquer comment l'ancienne Zup, « fermée » par de grandes barres d'immeubles, allait enfin s'ouvrir sur le reste de la ville.

Ici, associatifs, enseignants, techniciens de la ville n'ont pas attendu une sénatrice pour se rencontrer autour d'une même table. « Je suis impressionnée par votre dynamisme, vous êtes quand même très coordonnés », leur confie Fabienne Keller, séduite par l'idée d'un forum de la réussite. Mettre en exergue les bons exemples, ça doit permettre de « les multiplier, les faire connaître ».

La sénatrice l'assure, ces rencontres sur le terrain ne se transforment pas en bureau des pleurs. Certes, la question des moyens alloués par l'État est abordée, mais elle n'est pas au centre des débats. « Si les seuls moyens permettaient de résoudre les problèmes, ça se saurait, estime-t-elle. Ce qu'il faut surtout, c'est une stabilité des moyens, pour que les associations de terrain aient une lisibilité sur plusieurs années. » Les structures roubaisiennes n'ont plus qu'à espérer que leur hôte du jour soit entendue en haut lieu.

Après la visite de la chaleureuse parlementaire alsacienne, les responsables associatifs se montrent circonspects. « Ce n'est pas intéressant, juge Bernard Siemieniecki, directeur du centre social des Trois-Ponts. On est preneur, si quelque chose se crée. Mais s'il n'y a pas d'action concrète autour de la jeunesse, tout ça n'aura été qu'illusion. » Premiers éléments de réponse à Paris le 27 janvier, lors d'un « atelier de prospective » au Sénat.

BLOGOSPHÈRE

@ Pour suivre la mission de Fabienne Keller : http://blogs.senat.fr/annees-college/

CAFE PEDAGOGIQUE
16 décembre 2010

Fabienne Keller : "Respect pour les collèges ZEP !"

Par François Jarraud

Peut-on à droite parler autrement de l'école et des quartiers défavorisés ? Chargée d'une étude prospective sur "les années collège dans les territoires urbains sensibles", la sénatrice UMP Fabienne Keller porte un regard particulier sur les quartiers, le travail des enseignants et la politique de la ville. Son rapport, annoncé pour février, devrait prendre à rebrousse-poil des thèmes majoritaires et proposer des scénarios contre la ghettoïsation.

"Je croyais tout savoir sur les quartiers", confie Fabienne Keller. "Avec cette mission j'ai appris beaucoup". Chargée par la Délégation sénatoriale à la prospective, d'une étude sur "les années collège dans les territoires urbains sensibles", Fabienne Keller, ancienne maire de Strasbourg, a découvert les ZUS (zones urbaines sensibles) de Marseille, Roubaix ou Clichy-sous-Bois. Elle a conduit son étude en s'entourant d'experts et en allant sur le terrain. Elle en revient avec une certaine idée des quartiers et du collège.

Rien d'original dans le constat. Aux Bosquets, à Montfermeil, 44% des habitants ont moins de 20 ans. Dans les quartiers est de Roubaix, la moitié a moins de 30 ans. Le taux de décrochage scolaire est élevé et la proportion de jeunes au chômage est deux fois plus élevée que dans les autres quartiers. A cela s'ajoute une ségrégation ethnique croissante. A Clichy-sous-Bois, 76% des jeunes ont une origine étrangère. F. Keller parle de "décrochage croissant de certains territoires où grandit une part importante de la jeunesse". Elle reconnaît que depuis 2005, il y a eu peu de changements. Le plan banlieue de Fadela Amara a eu peu d'effets. Pour la politique de la ville, elle met l'accent sur la nécessité de préserver et continuer les politiques existantes. Par exemple prolonger la politique de rénovation urbaine. Mais en nommant un coordinateur des différents acteurs. Pour elle c'est le maire qui devrait faire cette coordination. L'objectif c'est "mettre en œuvre un droit à l'ordinaire" dans les quartiers. Encourager l'emploi et "engager le débat sur l'avenir de notre modèle d'intégration".

"Il se passe des choses formidables dans les collèges", affirme F Keller. "C'est trop facile de les décrier". Là où l'UMP fait campagne pour la suppression du collège unique, la sélection, la mise à l'écart et l'enfermement dans des établissements spéciaux, F Keller plaide en faveur du collège unique et du socle commun. "Les collèges prennent en charge tous les enfants", explique-t-elle. "Ils sont les seuls à faire cela. Et ça mérite le respect". "L'échec des zep ? Je suis prudente là dessus". De ses rencontres de terrain elle a ramené le souvenir d'enseignants très investis. "Ils savent mobiliser les élèves pour les amener à travailler, quitte à être un peu en marge des programmes", dit-elle. Il reste à mutualiser leur savoir-faire. L'assouplissement de la carte scolaire ne les a pas aidés, estime-t-elle.

Une autre politique prioritaire. Comment améliorer l'enseignement prioritaire ? Le dispositif CLAIR, expérimenté par Luc Chatel, a trouvé la solution : donner au chef d'établissement le contrôle des emplois des enseignants et non-enseignants, F Keller accueille avec scepticisme la mesure. "Qu'il faille les renforcer, oui. Mais je ne suis pas sure qu'il faille les charger de cela. Cela amènera "des embrouilles" comme on dit dans les quartiers". Le plus urgent lui semble être le soutien aux enseignants. "Aujourd'hui la seule incitation qu'ils ont à travailler en zep c'est de gagner des points pour pouvoir les quitter plus vite. C'est paradoxal". Elle relève aussi les difficultés pour les jeunes enseignants à habiter les quartiers. "Il faut inciter les enseignants à rester dans les quartiers" et pour cela augmenter leur attractivité : les accompagner financièrement et pédagogiquement davantage.

Un colloque, le 27 janvier, permettra d'avancer des scénarios d'évolution des quartiers en jouant sur une vingtaine de données. En février, F Keller rendra son rapport. On devrait être alors en plein déploiement du dispositif CLAIR. "Le temps du politique et celui de l'éducation se marient mal", prévient Fabienne Keller.

Coopération transfrontalière

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
18 décembre 2010

Soufflenheim / Conseil de l'Eurodistrict Pamina

Des propositions pour améliorer la fiscalité transfrontalière

■ Réunis au Céram de Soufflenheim, début décembre, les élus de l'Eurodistrict Pamina ont adopté 19 résolutions dont deux sur des sujets particulièrement sensibles : la double imposition des pensions de retraite des travailleurs frontaliers français et l'impôt forfaitaire pesant sur les transporteurs ferroviaires allemands.

A l'automne dernier, pas moins de 2 000 manifestants s'étaient réunis à Haguenau afin de protester contre la double imposition des retraites des travailleurs frontaliers. Si ces derniers payaient jusque-là une imposition sur leurs retraites au fisc français, son homologue allemand les exhorte à payer également des sommes de plusieurs centaines d'euros et parfois davantage... Une double imposition qui pèse lourd dans le budget des ménages.

Un problème auquel s'est attelé le conseil de l'Eurodistrict Pamina, réuni début décembre au Céram de Soufflenheim, en présence de la sénatrice du Bas-Rhin Fabienne Keller, chargée par le Premier ministre de la mission parlementaire sur la coopération transfrontalière. Cette dernière, après avoir fait part d'un résumé de sa mission pour le compte du gouvernement, a pris note de l'ampleur du problème et la résolution adoptée par l'assemblée.

Fabienne Keller, entourée de Camille Scheydecker, maire de Soufflenheim, du conseiller général Louis Becker, président du conseil Eurodistrict Pamina, et de Patrice Harster, directeur du conseil, est rapporteur de la mission parlementaire sur la coopération transfrontalière. (Photo DNA)

Une nouvelle mesure d'imposition qui pourrait se chiffrer à 500 000 € annuels

Ainsi, le conseil de l'Eurodistrict Pamina *«souhaite qu'un accord sur la problématique de l'imposition des pensions de retraite allemandes puisse être conclu le plus rapidement possible»* et propose une coopération plus étroite entre les services fiscaux des deux pays, le détachement d'un agent du centre des impôts allemands dans la région transfrontalière, une notice explicative en français détaillant la procédure à suivre et *«une convergence du délai de prescription français pour le remboursement ou la correction des impôts avec la date de début d'obligation de déclaration fiscale en Allemagne des pensions de retraite allemandes»*.

Dans un autre domaine, le conseil de l'Eurodistrict s'est également penché sur un second problème de fiscalité transfrontalière. Avec la suppression de la taxe professionnelle en France, un impôt de substitution (IFER) s'applique désormais aux transporteurs ferroviaires allemands opérant en France. Concrètement, les élus ont parlé des liaisons entre la Rhénanie-Palatina passant par Wissembourg et Lauterbourg.

Une nouvelle mesure d'imposition qui pourrait se chiffrer à quelque 500 000 € annuels pour les opérateurs transfrontaliers et entraîner les conséquences que cela suppose, alors que de lourds investissements avaient été concédés afin de développer les lignes de chemin de fer transfrontalières.

Une nouvelle résolution a été prise afin de trouver une solution à ce désaccord fiscal. Fabienne Keller a déclaré que les deux gouvernements seraient informés des problèmes évoqués. Si les frontières franco-allemandes ne sont plus que symboliques, il semble néanmoins qu'en matière de fiscalité, des barrières subsistent.

Hervé Keller

Les Centristes de l'UMP

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
29 novembre 2010

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
22 novembre 2010

KELLER

Vive Borloo !

Fabienne Keller a clairement choisi son camp. Elle a participé lundi soir à la rencontre des centristes autour de Jean-Louis Borloo, le très déçu ex-premier ministrable qui a opté pour *« l'élégance du silence »*, mais n'en pense pas moins. Borloo incarne, selon Fabienne Keller *« une nouvelle idée du centrisme, à la fois écologiste et humaniste »*. Elle regrette que le centrisme soit éclaté, alors que *« beaucoup de Français se sentent orphelins du centre »* et que la majorité présidentielle a besoin *« d'un pôle d'équilibre au centre »*, ne serait-ce que pour *« imposer l'équité fiscale et sociale, mise à mal depuis trois ans »*...

Fabienne Keller

Sénatrice UMP, tendance centriste

La sénatrice Fabienne Keller est l'un des animateurs du groupe des parlementaires centristes de l'UMP. Ils demandent que leur sensibilité soit représentée dans toutes les instances décisionnelles du parti.

■ *LORS DU REMANIEMENT ET DU VOTE DU PRÉSIDENT DU GROUPE UMP A L'ASSEMBLÉE, LES CENTRISTES ONT ÉTÉ MALTRAITÉS...* **Il faut en effet que notre sensibilité soit mieux prise en compte et nos propositions davantage reprises. Le ministre Philippe Richert devrait être un trait d'union au gouvernement. Nous, les parlementaires centristes qui nous réunissons depuis un an et demi, avons décidé de nous rapprocher à la fois des libéraux et des radicaux pour travailler ensemble et peser sur les textes à venir.**

■ *C'EST BORLOO QUI SERA VOTRE CHEF DE FILE?* **Jean-Louis Borloo a pris ces dernières semaines le leadership de la fédération des forces centristes que nous appelons de nos vœux. Sur le fond, nous constatons déjà de belles convergences des idées : la question européenne, l'équité fiscale, la justice sociale. Maintenant, il faut organiser cette fédération. Comment ? Il est un peu trop tôt pour le dire.**

■ *VOUS NE REGRETTEZ PAS DE VOUS ÊTRE LAISSÉE CONVAINCRE DE REJOINDRE L'UMP EN 2002?* **Non. Lorsque j'ai rejoint l'UMP, c'était dans l'idée de créer une CDU à la française. Certes, le champ politique s'est resserré ces derniers temps. Il n'est pas question pour autant de sortir de l'UMP, mais de renforcer notre position à l'intérieur.**

Activités économiques dans la CUS

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
29 octobre 2010

La ville en débat / Fermeture de la raffinerie de Reichstett

«Unis pour l'emploi»

Dans une tribune adressée aux DNA, la sénatrice (UMP) Fabienne Keller, ancienne maire de Strasbourg, répond à Jean-Marie Brom, scientifique et écologiste, qui faisait part de ses craintes quant à la pollution du site de la raffinerie de Reichstett.

■ Dans sa tribune du 27 octobre, Jean-Marie Brom affirme que j'avais décidé en tant que maire de Strasbourg de refuser toute nouvelle augmentation de stockage au port aux pétroles. C'est tout à fait exact.

Divisions entre Verts et socialistes

Dès 2005, j'ai présenté au Sénat un rapport sur la partie «Écologie et développement durable» du projet de loi de Finances pour 2006 se penchant tout particulièrement sur la question des risques industriels. Il était alors question de tirer tous les enseignements de la catastrophe d'AZF et je suis sûre que Jean-Marie Brom partage avec moi la volonté de ne pas sacrifier la sécurité des riverains sur le totem de la rentabilité économique.

Manifestation des salariés de Saplast contre la fermeture de leur usine en mai 2009. Fabienne Keller rappelle que ces cessations d'activité, avec Delphi et Petroplus à Reichstett, touchent plus de 1 000 familles strasbourgeoises. (Photo archives DNA)

Néanmoins, à la différence de Jean-Marie Brom et des Verts en général, je ne souhaite pas que l'on tombe dans l'écueil inverse où, au nom d'un «risque zéro» totalement illusoire, on sacrifierait toutes activités industrielles et économiques. Un équilibre entre la gestion des risques industriels et la prospérité économique de l'agglomération doit sans cesse être recherché. C'est pourquoi nous avons réalisé d'importants projets structurants qui ont facilité la vie des industries. La liaison interports sud par exemple a réduit le trafic routier et sa pollution au cœur de l'agglomération, tout en créant de meilleures conditions logistiques pour les entreprises (frets, déplacements).

Je ne peux, pour ma part, me satisfaire de voir nos industries comme Saplast, Delphi ou encore le site de Reichstett arrêter leur activité. Ce sont autant d'emplois et de pouvoir d'achat qui échappent à notre agglomération. La fermeture de ces sites touche plus de 1 000 familles strasbourgeoises.

Toutes les activités créatrices d'emplois doivent pouvoir compter sur le soutien total et entier de l'exécutif. Malheureusement, les Verts et les Socialistes semblent toujours plus divisés sur des sujets économiques fondamentaux comme l'aéroport ou encore les grandes manifestations qui contribuent au rayonnement de notre agglomération comme le Rallye ou l'Euro 2016.

Un investisseur potentiel a besoin de pouvoir compter sur le soutien unanime de la majorité municipale ou communautaire. Ces divisions entre les membres de l'exécutif Verts et Socialistes affaiblissent considérablement notre agglomération au moment de mener le seul combat qui vaille : créer et sauvegarder les emplois.

Fabienne Keller

Une écologie pour tous

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
2 octobre 2010

Une écologie à vivre

PAR FABIENNE KELLER

■ Dans une tribune adressée aux DNA, Fabienne Keller s'étonne de la position des Verts, opposés au Rallye de France. L'ancien maire de Strasbourg, sénatrice du Bas-Rhin, est présidente du groupe de travail de la commission des finances du Sénat sur la fiscalité environnementale. Elle est l'auteure d'un rapport sur les enjeux de la taxe carbone.

« Le Championnat du monde des Rallyes est enfin en Alsace. Contrairement à Haguenau ou Mulhouse qui se sont portées candidates avec enthousiasme, le chemin reliant Strasbourg au Rallye était bien escarpé. Après plusieurs tergiversations, le maire a finalement présenté la candidature strasbourgeoise.

« Des retombées économiques, sportives et touristiques »

Il faut dire que cette candidature le gênait aux entournures. Et pour cause : les Verts sont copilotes de l'exécutif. Il y a quelques mois, ils avaient déjà fait pression pour que le maire se retire de la course à l'Euro 2016. Aujourd'hui, c'est au tour du Rallye d'Alsace d'être pris pour cible.

« Un événement majeur » et « une joie et une fierté pour beaucoup d'Alsaciens », estime Fabienne Keller. (Photo DNA - J.C. Dorn)

Les Strasbourgeois connaissent mon engagement pour les causes du développement durable. Je suis par ailleurs cosignataire de plusieurs amendements écrits à quatre mains avec un sénateur Vert du Haut-Rhin. Pourtant, je n'en suis pas moins favorable à l'organisation du Rallye d'Alsace.

Le championnat du monde des Rallyes est un événement majeur. Les retombées économiques, sportives et touristiques seront considérables pour Strasbourg et l'Alsace. Sébastien Loeb parcourra les sentiers de son enfance. C'est une joie et c'est une fierté pour beaucoup d'Alsaciens.

Certes, tout ne doit pas être sacrifié sur l'autel de la rentabilité financière. Mais à l'inverse, toute initiative ne doit pas être bloquée sous prétexte qu'elle ne correspond pas à la doctrine des Verts. Cette opposition au Rallye est révélatrice. Toutes les occasions sont désormais saisies pour se mettre en scène. Le fond est peu à peu oublié au profit d'une écologie théâtrale.

Quand une poignée de militants détruisent une parcelle de plants OGM dans le Haut-Rhin anéantissant des années de recherche, c'est de l'écologie théâtrale. S'opposer à la science était pour eux le meilleur moyen de rester convaincu du bien-fondé de leur doctrine. Il faut dire que le cheminement intellectuel est séduisant : l'auto persuasion est un mouvement perpétuel qui ne consomme aucune énergie.

Quand les Verts s'opposent au Rallye d'Alsace, c'est de l'écologie théâtrale. Émanations de gaz à effet de serre et apologie de la voiture : cet événement serait soudain responsable de tous les maux. Chacun sait pourtant qu'aucune manifestation majeure n'est réellement neutre. Avec ses milliers de participants venus du monde entier, tout événement mondial pourrait être ainsi contesté.

On l'aura compris, cette écologie théâtrale est d'abord celle des coups médiatiques. Elle permet aux Verts, à l'instar des tournesols, d'être toujours en mesure de capter la lumière des caméras. Mais cette théâtralisation a surtout un revers : elle est rabat-joie. Elle n'a de cesse d'interdire et de nous culpabiliser. Elle enferme ainsi l'Écologie dans une image caricaturale rejetée par la plupart de nos concitoyens.

« Une écologie qui ne nous empêche pas de rêver et de fêter ensemble »

L'écologie efficace, quant à elle, est bien moins clinquante. Elle s'envisage dans la durée et se base d'abord sur la modification de nos comportements quotidiens. Plutôt que de nous culpabiliser, l'écologie efficace s'appuie sur des leviers d'incitation aux comportements vertueux, aux voitures propres, à la chasse au gaspillage. Elle génère des économies consolidées à moyen et long terme. Elle entraîne l'adhésion de nos concitoyens.

Nous appelons de nos vœux une écologie du quotidien qui ne nous empêche pas d'aimer, de rêver et de fêter ensemble. Qui ne nous empêche pas de vivre, tout simplement. »

F.K.

Allier protection de l'environnement et développement industriel

Le Monde

Fabienne Keller : « Il faut éviter que le système des quotas de CO2 encourage les délocalisations »

Fabienne Keller a fait adopter au Sénat une réforme des droits d'émission

Le Sénat a adopté, mercredi 24 novembre, un amendement au projet de loi de finances 2011, qui vise à faire payer aux industriels 10 % en moyenne de leurs quotas de CO2 dès 2011, quand le marché carbone européen ne prévoit de rendre ces quotas payants qu'à partir de 2013. Une mesure largement préparée par Fabienne Keller (UMP, Bas-Rhin), qui propose également de réduire la quantité de quotas *« alloués aux installations industrielles ayant fortement réduit leur activité »*. Elle s'en explique.

Pourquoi vouloir anticiper la vente des quotas de CO2 ?

La France a distribué très largement ses quotas aux sites industriels existants et a sous-évalué la réserve pour les nouvelles industries qui s'implantent en France et créent des emplois. Celle-ci est vide. Il n'est pas question de demander à ces entreprises d'acheter des quotas que l'on a distribués gratuitement à leurs concurrents. Cela va obliger la France à acquérir ces quotas sur le marché du carbone, créant un déficit de 400 millions d'euros pour 2011 et 2012.
Il faut donc trouver des financements. La proposition du Sénat en associe trois : rendre payants, dès 2011, de 5 % à 15 % des quotas pour les entreprises, en fonction de leur degré d'exposition à la concurrence internationale ; affecter à cette dépense la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité ; enfin, la récupération des quotas auprès des industriels qui ont réduit leur activité de plus de 25 % depuis 2007.

Pourquoi ajouter cette mesure ? Certains abusent du système ?

Certaines entreprises y trouvent un effet d'aubaine : elles réduisent fortement leur activité, donc leurs émissions de CO2, mais continuent à recevoir le même volume de quotas gratuits, qu'elles revendent sur le marché. On parle de centaines de milliers de quotas à 15 euros l'unité ! Pour certaines entreprises, la vente des quotas de CO2 représente 10 % ou 15 % de leur chiffre d'affaires.
Le dispositif ne doit pas avantager les entreprises qui réduisent leur activité. Il faut éviter que le système des quotas encourage les délocalisations. Cet amendement empêchera de récompenser des entreprises comme la raffinerie Total de Dunkerque, qui transfère ses activités en Arabie saoudite, délocalisant ses émissions de CO2 sans s'encombrer de contraintes environnementales mais sans perdre ses précieux quotas de CO2...

La Commission européenne refuse que les Etats changent ainsi les règles du jeu. Comment espérez-vous la convaincre ?

L'Europe laisse à chaque pays le soin de répartir son enveloppe de quotas. La sous-dotation des nouveaux entrants est donc un problème national, et non communautaire. Par ailleurs, la Commission a laissé la possibilité aux pays de rendre payants une petite partie des quotas dès 2008, même si la France avait décidé de ne pas le faire. On ne fait qu'anticiper ce qui deviendra la règle en 2013. Ces mesures respectent l'esprit du marché carbone. La Commission ne peut pas s'y opposer.

Craignez-vous de rendre les industriels français furieux ?

Nous avons déjà eu l'occasion d'étudier ces propositions avec les représentants du patronat. Bien sûr que les industriels y sont extrêmement défavorables. Mais c'est indispensable.

Propos recueillis par Grégoire Allix

Strasbourg : pour une urbanisation plus humaine

DNA / Strasbourg au quotidien

N° 282 - Samedi 27 novembre 2010

La ville en débat / Presqu'île André-Malraux

Un projet humain, un quartier d'avenir

PAR FABIENNE KELLER

■ Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin, maire de Strasbourg de 2001 à 2008, revient sur les déclarations du sénateur-maire Roland Ries (DNA du dimanche 21 novembre) lors de sa visite sur le terrain à Neudorf samedi dernier. Elle lui adresse une lettre ouverte.

« Monsieur le maire,

Ce samedi 20 novembre à Neudorf, vous avez reconnu à propos du projet de la grande tour sur la presqu'île André-Malraux qu'aucun des deux projets présentés "ne [vous] satisfait en l'état". Votre adjoint Philippe Bies a été explicite en qualifiant d'"erreur" le fait de n'avoir pas montré à la population les aménagements du secteur.

Je me réjouis que vous soyez sensible au "fonctionnement humain" d'un tel aménagement et je partage pleinement cette priorité. Néanmoins, je vous suggère d'aller plus loin dans ce sens en prenant le temps de travailler, dans la concertation, sur un projet d'ensemble sur ce secteur.

Fabienne Keller : « Le sujet central est de créer du lien entre les quartiers. » (Photo archives DNA)

Comme vous le savez, dans le cas de l'aménagement de la presqu'île André-Malraux comme pour tout projet d'urbanisme d'envergure, les liaisons sont aussi importantes que les bâtiments eux-mêmes. Certes, la médiathèque ou encore la Cité de la musique et de la danse confèrent à ce secteur un potentiel exceptionnel, mais ce sont bien ses passerelles aériennes, la qualité de son aménagement (restauration des grues, illuminations, bancs publics...) et l'arrivée du tram qui suscitent l'ambiance contemporaine de ce nouveau quartier.

« Une tour, pourquoi pas ? »

Une tour, pourquoi pas ? Mais son lieu d'implantation mérite d'être réfléchi comme l'urbanisation de sa base et son intégration harmonieuse dans la ville. C'est pourquoi ce nouveau projet urbain ne saurait se limiter à la seule question de la réalisation d'une "tour signal", car c'est bien la prise en compte de son fonctionnement humain qui lui donnera vie.

Le sujet central est de créer du lien entre les quartiers, entre le Danube et la presqu'île André-Malraux, entre Neudorf et l'Esplanade. Il s'agit aussi d'imaginer une place, une centralité, un cœur de quartier où les Strasbourgeois pourront se rencontrer. Ce sont tous ces détails essentiels qui confèreront une âme à ce projet.

Pour le moment, ces sujets n'ont pas été traités et seules des images de projets architecturaux ont été présentées. Sans précision quant à la fonction réelle de la tour et de son aménagement urbain, l'esthétisme devient le seul critère permettant aux habitants de départager ces deux projets. En somme, un banal concours de beauté, qui suscite bien plus d'interrogations que d'adhésions.

« La médiathèque ou encore la Cité de la musique et de la danse confèrent à ce secteur un potentiel exceptionnel. » (Photo archives DNA)

Oui à une vision d'ensemble

Monsieur le maire, mettons fin à ces inquiétudes et proposons une vision d'ensemble de ce projet aux Strasbourgeois. Pour l'élaborer, je vous propose d'engager une large concertation sur cet aménagement et d'amender ainsi votre première approche dont vous avez eu l'élégance de reconnaître les faiblesses. De nombreuses associations, élus et citoyens ont d'ores et déjà réagi à ce projet, souvent de façon constructive. Il y a une réelle demande d'informations. Il y a une réelle demande de débat.

Le cœur de Strasbourg mérite qu'on y travaille avec soin, car c'est bien là, sur cet axe Est/Ouest, que se construit l'avenir notre ville. »

F.K.